



REPÚBLICA DE CABO VERDE

INTERVENTION

DE

S.E. M. PEDRO RODRIGUES VERONA PIRES  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT

A L'OCCASION DU DEBAT GENERAL  
DE LA 63<sup>ème</sup> SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DES NATIONS UNIES

New York, le 24 septembre 2008

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,

J'aimerais, avant tout, saluer et féliciter votre excellence pour votre brillante élection. Je vous souhaite, également, une présidence pleine de succès.

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Mesdames et Messieurs,

Le monde devient jour après jour plus complexe, car, il est porteur de multiples défis et d'innombrables risques et incertitudes. Cet état de choses appelle à plus de multilatéralisme, plus d'engagement collectif responsable et une meilleure coopération internationale. En somme, le monde réclame et compte sur une ONU chaque jour meilleur.

Le monde est confronté aujourd'hui à une crise profonde aux multiples facettes : financière, alimentaire, énergétique et écologique.

Cette conjoncture mondiale est chargée d'incertitudes à court et à long terme, marquée qu'elle est par l'instabilité financière, par la volatilité du change, par l'escalade des prix du pétrole et des matières premières alimentaires et par une économie mondiale globalement perturbée.

Ce qui est en cause c'est la sécurité économique, la sécurité humaine, la sécurité politico-militaire, bref, la sécurité générale et collective. Dans le même temps, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme menacent la légalité et l'ordre international. De plus, les effets du réchauffement de la planète et du changement climatique et les risques de sa complication constituent des faits réels qui interpellent les responsables et les institutions au niveau mondial.

Nous n'avons n'a pas encore réussi à gagner la paix mondiale. Les foyers de conflits armés ne sont pas en voie d'extinction. Bien au contraire, ils resurgissent encore et toujours ou se maintiennent en latence. De nouveaux facteurs de tension apparaissent en diverses latitudes. Néanmoins, je suis enclin à croire que nous sommes d'accord sur le fait que la guerre n'est pas la meilleure voie pour surmonter ces défis.

De même, nous ne sommes pas parvenus à construire la sécurité et la confiance entre tous et pour tous, grands ou petits, riches ou pauvres. Or, sans sécurité, sans stabilité sociale, sans cohésion politique et institutionnelle, et, surtout, sans confiance réciproque entre les acteurs politiques internationaux, il devient difficile de promouvoir les prémisses capables de contribuer à garantir la solution des grands problèmes globaux, la résolution des grands défis et de vaincre l'extrême pauvreté, les grandes endémies et, ainsi, surmonter les actuelles asymétries socio-économiques mondiales.

Avec l'adoption des Objectifs de Développement du Millénaire, la communauté internationale s'est engagée, précisément, à contribuer à dépasser cette situation insoutenable. Il urge, par conséquent, d'œuvrer à garantir le maintien d'un environnement international favorable à la réalisation des engagements pris, favorable donc à la croissance socio-économique des pays les plus pauvres, à l'éradication de l'extrême pauvreté, à la consolidation de la paix, au dialogue et à la coopération internationale, pour l'équilibre international, la défense de la vie et l'avenir de la planète.

De la présente crise financière, ont émergé l'instabilité des marchés financiers et la volatilité des mouvements de capitaux, mettant en risque la stabilité économique mondiale. Cette dernière nous incite à repenser l'architecture financière mondiale. Il me semble nécessaire de nous accorder sur de nouvelles formes de régulation financière, efficaces et acceptables par tous, c'est-à-dire, dignes de confiance.

La crise alimentaire a mis des centaines de millions de personnes dans une situation de précarité alimentaire. Il est clair qu'il est urgent d'agir afin de garantir une plus grande production agricole, capable de donner satisfaction aux besoins actuels et futurs. Cet objectif requiert la promotion de politiques agricoles en accord avec les exigences de la situation, le partenariat des états riches et technologiquement plus avancés, ainsi que l'aide technique des organismes internationaux; Cela exige qu'une attention soutenue soit portée à la modernisation et à l'augmentation de la production et de la productivité agricole dans les pays et les régions affectés. Je pense ici, à mon pays et au continent africain notamment.

L'escalade du prix du pétrole vient poser de graves problèmes aux économies des pays moins développés et « non producteurs ». Alors je me dis : pourquoi ne pas penser à des formes de compensation aux pays pauvres et plus lésés, face à l'accumulation d'énormes excédents financiers? Certainement, cet acte de justice et de solidarité ne suffirait pas. Il importe donc, d'agir individuellement et collectivement, et de continuer à stimuler les énergies alternatives et l'efficacité énergétique et, en même temps, de promouvoir la réduction de la dépendance des ressources énergétiques fossiles.

Des mesures globales et urgentes s'imposent afin de dépasser la grave crise de l'environnement dans laquelle nous sommes plongés et pour ouvrir des perspectives novatrices et sûres pour le futur de l'humanité. C'est là le défi que nous sommes appelés à affronter avec un sens aigu du futur et qu'il nous faut vaincre obligatoirement pour le bien de tous.

Nous sommes sûrement, tous d'accord pour dire que l'humanité vit une ère décisive et, vraisemblablement, en rupture avec les paradigmes du passé récent, un temps où nous assistons à la gestation dans la douleur, d'un monde nouveau.

Monsieur le Président,

Des expériences récentes montrent qu'aucun État ne peut se charger, de façon isolée, de la gestion et de la solution des grands défis et des problèmes complexes globaux auxquels le monde fait face.

C'est notre institution universelle qui réunit les conditions essentielles à cette fin et qui est pourvue de la responsabilité collective nécessaire. Par conséquent, c'est à l'ONU que revient la gigantesque mission de promouvoir et d'assurer une meilleure et plus efficace gouvernance mondiale.

Toutefois, pour remplir ce rôle, aujourd'hui, plus complexe que jamais, l'ONU est appelée à s'adapter aux défis du XXI<sup>ème</sup> siècle, à exprimer les grandes lignes de force du monde contemporain, à garantir et transmettre la confiance à tous ses États membres. Pour cela, le perfectionnement et la réforme du système onusien sont indispensables et, surtout, il est urgent d'élargir et de fortifier la représentativité et la légitimité du Conseil de Sécurité.

Enfin, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de saluer les récentes élections législatives en Angola et de féliciter le peuple et les autorités angolaises pour le civisme et la transparence qui ont marqué cet important acte électoral. Je salue également les engagements politiques qui ont conduit à la fin de la crise politique au Zimbabwe. Cela porte témoignage de l'émancipation et de la volonté de progrès de notre continent qui se montre ainsi ouvert à ce monde nouveau et à cette ère nouvelle que nous appelons de nos vœux.

Je vous remercie.

NY, le 24 Septembre 2008